



LABORATOIRE MIXTE INTERNATIONAL
MACOTER
RECONFIGURATIONS MALIENNES
COHESIONS - TERRITOIRES - DEVELOPPEMENT



Campus de Kabala, Bâtiment de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation, 2^e étage droite / www.lmi-macoter.net

FORUM UNIVERSITAIRE DE BAMAKO – FUB 2023

MEMORIAL MODIBO KEITA

23 NOVEMBRE 2023

**« Jeunesse dans la transition, jeunesse en transition.
Prendre la rue, prendre la route, prendre les armes »**

ARGUMENT

L'anthropologue Jean-Pierre Chauveau rappelait à juste titre qu'« être “jeune” n'est pas une affaire d'âge au sens biologique et statistique, mais de position relationnelle socialement et culturellement construite par rapport à d'autres générations et par rapport à l'accès à des attributs et à des ressources qui confèrent une compétence sociale et un pouvoir de “prise de parole” » (Chauveau 2005 : 26).

En 2022, pas moins de 13,6 millions de Maliens avaient moins de 25 ans, soit 65 % de la population totale, tandis que seulement 5 % ont plus de 50 ans. C'est dire combien la société malienne est jeune et que cette jeunesse y exerce une profonde influence. Pourtant, si les dirigeants n'ont cessé de réaffirmer que la jeunesse est au cœur du fonctionnement du pays et le moteur de son développement économique, force est de reconnaître qu'ils l'appréhendent souvent comme une contrainte, voire une menace face aux défis socioéconomiques et environnementaux. Aussi lui ont-ils laissé peu de place dans la gestion des affaires publiques, ni même beaucoup œuvré à leur avenir. Depuis l'indépendance en 1960, la gouvernance politique au Mali a été marquée par une instrumentalisation de la jeunesse par les élites politiques. Faute d'industries, le Mali des années 1960 ne disposait pas d'un prolétariat ouvrier propre au modèle soviétique, pas plus qu'il ne disposait d'un prolétariat paysan tel que le modèle chinois le préconisait, eu égard au système de propriété foncière traditionnelle. Aussi, le parti au pouvoir d'obédience socialiste, l'Union soudanaise – Rassemblement démocratique africain (US-RDA), entendrait mobiliser la jeunesse comme un véritable prolétariat révolutionnaire (Rillon, 2010). Les jeunes, à travers une série d'organisations regroupées sous l'égide du Conseil national de la Jeunesse (CNJ), laquelle faisait suite au mouvement pionnier créé en 1960 pour fédérer la jeunesse et les orienter dans le sens de l'engagement civique et le patriotisme, sont un objet politique bien plus que sociologique et, en tant que tel, ils ont toujours été utilisés comme une ressource, autant par le pouvoir en place que par l'opposition. Muselée socialement, privée de la parole publique, mal formée, économiquement dépendante des chefs de famille et vivant souvent dans des conditions précaires, la jeunesse n'est pas sans lien avec le déclenchement des crises politiques majeures qu'ont été les coups d'État de 1968, 1991, 2012 (Dakouo, 2015) et, de façon plus définitive encore, celui de juin 2020 avec son engagement dans le Mouvement du 5 juin – Rassemblement des Forces patriotique (M5-RFP), puis son ralliement aux putschs militaires du 18 août 2020 et du 24 mai 2021. Eu égard aux conditions de leur existence et leur avenir, les jeunes maliens semblent désormais rejeter les

politiques nées de la révolution démocratique de mars 1991, dont les acteurs censés l'avoir portée ont perdu toute légitimité à ses yeux. Dès lors, les jeunes trouvent d'autres stratégies d'actions politiques qui leur permettent de s'affirmer et se positionner (Bagayogo et Coulibaly, 2014), à commencer par les coups d'État militaires qui sont menés par des lieutenants, des capitaines ou des colonels, autant d'officiers en butte à leurs généraux – leurs aînés donc – qui révèlent combien ce sont là affaires d'émancipation de la jeunesse qui, par délégation, prend le pouvoir.

Car si elle se voit écartée du pouvoir, cette jeunesse considérée à la fois comme une richesse (dividende démographique) et une menace, montre à suffisance qu'elle s'intéresse aux questions politiques de son pays. Cette jeunesse malienne, à l'instar de leurs congénères du continent, réinventent la politique en militant surtout dans la société civile et sur les réseaux sociaux, en mobilisant le rap comme forme d'expression politique ou les graffitis. Elle se méfie des formes traditionnelles du pouvoir, crée sa propre « hétérotopie du possible » tout en réinventant les codes politiques traditionnels. Partisane d'une démocratie directe et réfractaire à une société hiérarchisée, cette jeunesse porte « un projet émancipateur » car elle représente « des forces politiques décomplexées, libres, dépouillées des pesanteurs coloniales grâce auxquelles le continent n'inspire plus uniquement un imaginaire de pitié généré par la misère, la famine, le sida et les guerres » (Anne, 2018).

Excepté que pour être une ressource, une richesse, la jeunesse devrait au préalable être formée et déployée sur le marché du travail afin de participer activement au développement du pays. Mais l'école malienne, du niveau fondamental jusqu'à l'université, connaît des dysfonctionnements et se dégrade de jour en jour, ce à quoi s'ajoute un manque criant de vision politique à l'égard des enjeux de l'éducation. Or, l'atteinte de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine qui postule une vision panafricaine durable pour une « Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens, et représentant une force dynamique sur la scène mondiale » (CUA, 2015) repose fondamentalement sur une jeunesse engagée et responsabilisée, une jeunesse autonome, bien formée, qualifiée et consciente des défis du continent. En effet, seule « Une jeunesse épanouie, éduquée et en santé peut pleinement contribuer aux efforts et aux progrès nationaux et internationaux vers l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine dans la région du Sahel » (OIM, 2020).

Or, l'espace universitaire malien est devenu un lieu de violence, un lieu où l'on ne pense plus guère la société, où l'absentéisme est chronique, où la hiérarchisation et la bureaucratie sclérosent la pédagogie et les enjeux de la formation professionnelle, un lieu où les grèves répétitives des étudiants succèdent à celles d'enseignants qui, quant à eux, pallient la faiblesse relative de leur salaire en consacrant leur temps libre à enseigner dans les universités privées. Les étudiants qui parviennent à décrocher leur diplôme entament une longue épreuve de quête d'emploi, rendue d'autant plus difficile qu'ils ont acquis peu de compétences durant leurs années universitaires. Quant aux jeunes ruraux qui, soit n'ont pas fréquenté l'école, soit l'ont quitté avant le Diplôme d'Études fondamentales (DEF), envahissent les villes pour gagner leur vie et y déambulent à la recherche d'emplois précaires et sous-payés. Et la nouvelle mission assignée aux écoles et aux universités est de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Aussi, l'innovation à la fois pédagogique et technologique, devient-elle une urgence à laquelle les universités maliennes se doivent de répondre en arrimant leurs programmes aux agendas 2030 et 2063. C'est dans cette perspective que la Commission de l'Union africaine a élaboré la stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique (CESA 2016-25) dans le but de « créer » « un citoyen africain nouveau qui sera un agent de changement efficace pour le développement durable du continent ». Autrement dit, il s'agit de faire des universités un levier du développement durable sur le continent. Toutes les analyses convergent aujourd'hui vers l'urgence et l'impératif d'inclure les jeunes et les femmes dans la réalisation de la paix et la sécurité durables au Mali et dans la région du Sahel, considérée comme « une bombe démographique ».

Une jeunesse qui représente presque les trois-quarts de la population malienne, mais exclue des responsabilités au sein de la société ; une jeunesse qui proteste, lutte, s'engage, mais mal formée par une école sans ressources, ni vision ; une jeunesse qui veut travailler, agir sur le monde et transmettre, mais avec une formation déconnectée des réalités socioéconomiques, et où la pensée complexe est largement disqualifiée ; une jeunesse, enfin, qui supporte l'endettement et le contrôle social de ses aînés, mais sans réel horizon d'émancipation ou, pour le moins, d'autonomie. Or l'engagement ne vaut citoyenneté, que si l'individu est reconnu dans sa singularité (Marie, 1997), et non pas dans ses seules solidarités mécaniques, pour reprendre ici Émile Durkheim. Dès lors, quelles sont les options qui se présentent à ces jeunes ? La crise malienne ne serait-elle pas l'expression d'une jeunesse révoltée ou en révolte ? N'est-elle pas en quête de nouvelle identité, longtemps restée sous tutelle des aînés, et confrontés à des perspectives plus incertaines pour avoir un emploi, se mariée, etc. ? Comment, où et pourquoi la jeunesse malienne s'émancipe-t-elle du point de vue social, économique, politique ? À quel prix et par quelle concession un jeune peut-il sortir aujourd'hui des impasses d'un système qui ne lui laisse aucune place ? Que fait-il pour forcer l'assignation dont il est victime et reprendre espoir quant à son avenir ?

Parmi toutes les expériences qu'il peut vivre, nous proposons d'en explorer trois d'entre-elles, que nous avons intitulées ainsi : Prendre la rue ; Prendre la route ; Prendre les armes.

TABLE RONDE I – PENDRE LA RUE, UN ACTE POLITIQUE POUR UNE JEUNESSE ASSIGNEE HORS DE L'ESPACE PUBLIC ?

Les manifestations de rue ont souvent été les premiers effets déclencheurs des changements politiques. Dans ces régimes aristocratiques, gérontocratiques, tyranniques, voire démocratiques qui musellent la parole politique, les manifestations constituent une manière de « voter avec les pieds » (Somin, 2014), comme le disait Lénine à propos des soldats russes désertant l'armée du Tsar en 1917. Parfois le signe avant-coureur d'une révolution, les manifestations sont aussi quasi exclusivement affaire de jeunesse, que celles-ci soient spontanées ou instrumentalisées, et qu'elles prennent la forme de sit-in pacifiques, de marches intimidantes ou encore de casses du mobilier urbain.

En 1968, ce sont ainsi de jeunes officiers qui renversent le premier président du Mali indépendant, mettant un terme à un régime dans une dérive tyrannique, qui avait requis la jeunesse comme instrument politique d'une dictature qui ne disait pas son nom. En 1991, ce sont les jeunes scolaires et universitaires qui ont été à l'avant-garde des manifestations pour l'instauration d'un régime démocratique, sous le leadership d'un jeune officier, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, dit ATT, qui sera élu président une dizaine d'années plus tard. En 2012, la révolte de jeunes militaires dirigée par le capitaine Amadou Aya Sanogo met fin au pouvoir d'ATT en butte à une rébellion qui met au grand jour une armée nationale déficiente. Mais la révolution n'aura finalement pas lieu, peut-être précisément parce que le coup d'État n'aura pas été appuyé par la jeunesse ; le régime sera maintenu avec l'élection du président Ibrahim Boubacar Kéita, dit IBK, qui reconduira les institutions de la IIIe République. Ce sont enfin les contestations et manifestations populaires de 2020, menées en grande partie par les jeunes urbains sous l'égide du M5-RFP, mouvement politique fondé en juin et constitué d'associations, d'organisations de la société civile et de partis. Marches, rassemblements, prières publiques se succèdent sur le Boulevard et la place ô combien symboliques de L'Indépendance, qui finissent par ébranler le régime d'IBK, jusqu'à inciter un putsch militaire conduit par cinq jeunes colonels, qui renverse le régime et instaure une transition en août, puis une rectification en mai 2021, avec l'appui massif d'une jeunesse qui n'entend plus rendre la parole à ses aînés.

On le voit clairement, le recours récurrent à la rue pour des revendications politiques pose de façon centrale la question de la place des jeunes dans la vie politique malienne. Pour autant, on doit se demander si cette jeunesse qui marche pose une revendication politique – démocratique ou pas – ou ne marche-t-elle pas plutôt pour le droit à prendre son autonomie (*yereta*), voire sa liberté (*yeremahorony*) ? Que signifie finalement ce recours systématique à la rue ? Est-il l'expression d'un ras-le-bol à l'égard du disfonctionnement politique, d'une gouvernance par le haut en total déphasage avec les aspirations une jeunesse qui fait peuple quasiment à elle seule ? Que faut-il comprendre lorsque les marches engendrent des barrages, qui font office de check-points, et la casse des feux tricolores ? N'est-ce pas là la manifestation d'une prise de pouvoir momentanée de la jeunesse, qui prend littéralement l'espace public, en même temps qu'une lutte contre l'ordre public symbolisé par les feux rouges qui, littéralement, arrêtent, stoppent le développement de la jeunesse ? Il faut ici s'interroger sur ces mobilisations qui ne savent envisager le changement (*yelema*) qu'au moyen de coups d'État. Tout semble en effet se passer comme si la prise temporaire de l'espace public par la jeunesse devait être relayée par la prise de l'État par les militaires, frange armée de la jeunesse chargée de refonder un État dont la forme ne passe pas, ne prend pas. La descente dans la rue n'est-elle pas devenue pour les jeunes, le moyen le plus efficace pour se faire entendre politiquement ? Les coups d'État ne constitueraient-ils pas une sorte de fer de lance de la jeunesse contestant les régimes gérontocratiques ? Les militaires n'apparaissent-ils pas ici comme les troupes expérimentées au service d'un peuple de cadets (*kemgum*), en lutte contre l'État privatisé par les aînés (*jemgum*) (Holder, 2013) ?

TABLE RONDE II – PRENDRE LA ROUTE : ENTRE REVE D'AILLEURS ET TRAUMATISME DU DEPART, MIGRER POUR SOI OU A CAUSE DES AUTRES ?

Des villages abandonnés, jeunes fuyant famines, pauvreté et conflits, villes assiégées, d'importants mouvements migratoires, majoritairement vers les pays côtiers et secondairement l'Europe, tels sont les caractéristiques de la prise de la route par les jeunes. Bien que diverses motivations puissent expliquer l'émigration des jeunes du Mali, la raison économique a été suffisamment mise en avant. Partir ailleurs hors du pays est une option de nombreux jeunes, qui ne voient aucune perspective d'avenir sur place. En réalité, les jeunes qui choisissent de prendre la route à travers le Sahara, en direction des pays du Maghreb qui constituent la zone de transit pour l'Europe, prennent aussi des risques insensés. Comment la société perçoit ces drames humains que subissent leurs jeunes partis en migration hors de tout encadrement légal : violences, viols, rackets exercés par les « passeurs », noyades en Méditerranée, précarité dans le pays d'arrivée, etc.

Le fait de se déplacer de manière saisonnière ou pas, de quitter son village pour d'autres lieux plus propices aux activités agricoles, de partir en ville dans l'espoir de trouver un travail rémunérateur, ou de migrer à l'étranger, sont autant de stratégies d'une jeunesse malienne chargée, implicitement et parfois explicitement, de « sauver » la famille, ce dont témoigne la logique des transferts en cash auxquels les jeunes partis à l'extérieur sont assujettis en tant que devoir familial. De fait, un tiers des Maliens vit dans un ménage où au moins un membre est parti en migration ou revenu de celle-ci, tandis que 10 % des ménages maliens reçoivent des transferts financiers de l'étranger (Mesplé-Somps et Nilsson, 2020). Longtemps perçu comme un choix collectif familial, comment le fait de migrer est-il dorénavant conçu par la jeunesse malienne ? Exprime-t-il plus qu'avant un souhait d'émancipation sociale, économique, voire politique ? Au sein de la sphère politique malienne, de quelle manière le phénomène migratoire entraîne à l'échelle communale, régionale et nationale des (re)configurations politiques ? Comment se construire socialement, alors qu'on n'aspire qu'à quitter le pays ? Comment la société malienne considère dorénavant ces jeunes aspirant à migrer ? Que révèle la migration irrégulière des femmes ? Observe-t-on de nouvelles dynamiques notamment en ce qui concerne le retour des femmes et leurs insertions sociales et économiques au Mali ?

Ce que l'on appelle parfois la migration intellectuelle et scientifique, liée à des études de formation à l'étranger, semble d'une importance marginale comparée à la migration économique. Pourtant, il n'est pas inutile de se demander comment les jeunes qui ont pris la route sont présents dans les débats politiques maliens. De ce point de vue, quel impact la création d'associations et l'utilisation des réseaux sociaux a sur le changement politique au Mali et, à terme, sur l'évolution favorable de leur situation ? La diaspora et les migrants de retour parviennent-ils plus facilement à devenir des acteurs politiques, des élus, des promoteurs économiques, des personnes-ressources. N'assiste-t-on pas à un relatif vieillissement de la jeunesse migrante, du fait des difficultés qui se multiplient et nécessitent la mobilisation de ressources supplémentaires ?

TABLE RONDE III – PRENDRE LES ARMES : LORSQUE LA RUE EST BARREE ET LA ROUTE IMPRATICABLE, EN QUOI LA VIOLENCE EST-ELLE UN MOYEN D'EMANCIPATION ?

Quand l'attente, les contestations politiques et jusqu'au départ en aventure n'ont pas abouti à créer un changement de situation, prendre les armes est-il un recours pour que des jeunes sans ressources sociales, financières, éducatives puissent s'émanciper ? On a pu voir précédemment que les coups d'État pouvaient être assimilés à une action politique de la jeunesse, action qui se veut citoyenne, voire pacifique – le coup étant dirigé contre l'État et non contre le peuple. Depuis 2012, année du déclenchement de la rébellion armée au nord du Mali, brandir les armes pour se faire entendre, voire pour prendre le pouvoir, semble être également une pratique politique. Mais est-ce toujours le cas ? Quel sens donner au fait qu'un jeune, par choix ou par contrainte, puisse intégrer un groupe djihadiste, un groupe d'autodéfense, ou s'engager dans l'armée nationale ? L'embrigadement dans des groupes armés non étatiques est-il toujours le signe d'un engagement politique ? Lorsqu'un jeune prend les armes au nom de l'indépendance de l'Azawad, est-ce une rébellion contre un État qui ne lui offre aucune perspective, un État d'injustice sociale, ou bien une manière, certes risquée, de trouver du travail et gagner sa vie ? De même, lorsqu'un jeune rallie un groupe d'autodéfense dans une logique de mobilisation milicienne, envisage-t-il d'œuvrer à la protection de sa propre communauté, de restaurer l'intégrité de son pays ou bien trouve-t-il là un moyen d'exister au-delà de l'assignation réservée aux cadets sociaux ? Intégrer une katiba et rejoindre les « hommes de la brousse » au nom du djihad revêt-il le sens d'un véritable engagement pour l'instauration d'un État islamique, qui charrie un imaginaire où se conjuguent nostalgie d'une époque révolue et projet postcolonial d'une émancipation politique et culturelle globale ? Enfin, lorsqu'un jeune choisit de s'engager dans l'armée, est-ce la manifestation d'une conscience citoyenne, avec l'idée de défendre la patrie par exemple, ou bien vise-t-il à obtenir un statut d'agent de l'État et la protection matérielle et financière qui l'accompagne ? Quel type de traitement les femmes ont dans cette lutte d'émancipation par les armes ? Quelle perception sociale sur les épouses de djihadistes et comment font-elles pour réintégrer la vie en communauté ?

De façon plus générale, la jeunesse qui prend les armes en adhérant à tel ou tel régime de violence, le fait-elle par conscience politique, par volonté d'émancipation sociale ou par soucis de répondre à leur précarité économique en « se battant pour s'en sortir » ? En tout état de cause, qu'ils se placent sous l'autorité de leurs aînés ou de leurs officiers, ce sont bien les jeunes qui constituent la composante principale et la force vive de toute entreprise armée. Mais est-ce toujours dans une logique de conscience « de classe », ou plutôt d'émancipation individuelle, ou encore de façon plus triviale, d'aventure qui profite d'une cause pour s'enrichir à moindre coût, par le racket, les trafics, le rançonnement. La frontière entre métier des armes et banditisme, héroïsme et criminalité est parfois floue, surtout lorsque le combattant d'une armée régulière, d'un groupe d'autodéfense ou d'une katiba est conduit à vivre « sur le dos » des populations qu'il est censé défendre la cause...

Au-delà de ces trois perspectives, il y a une jeunesse qui innove, combative et dispose de ressources pour composer avec ou transformer ces contraintes de crise en opportunités. Celle-ci, peu nombreuse, développe une habileté sociale pour *faire avec* et *en dépit* des situations de crises, comme

cela s'observe au Mali, notamment à travers l'auto-entrepreneuriat avec les motos-taxis, la vente promotionnelle d'orange-Mali ou encore la musique etc., constituent aujourd'hui des tremplins attractifs pour une jeunesse désemparée.

BIBLIOGRAPHIE

AFFAYA, Nouredine et GUERRAOUI, Driss, 2008, *L'Afrique vue par les jeunes. Le chaos et l'espoir*, Paris, ARCI/L'Harmattan.

ANNE, Hamidou, 2018, « Quand les jeunes Africains réinventent la politique », *Courrier de l'UNESCO*, n°2.

ASSOGHA, Yao (dir.), 2007, *La jeunesse en Afrique subsaharienne*, Laval, Les Éditions de l'IQRC, Coll. « Regards sur la jeunesse du monde », Série diagnostique.

BAGAYOGO, Shaka et COULIBALY, Tiéman, 2014, « Les jeunes et l'ailleurs du pouvoir au Mali », in J. Brunet-Jailly, J. Charmes et D. Konaté (dir.), *Le Mali contemporain*, Paris/Bamako, IRD Éditions/Éditions Tombouctou, pp. 511-541.

CHAUVEAU, Jean-Pierre, 2005, « Introduction thématique. Les jeunes ruraux à la croisée des chemins », *Afrique contemporaine*, n°214, vol. 2, pp. 15-35.

CUA, 2015, « Agenda 2063. L'Afrique que nous voulons », Commission de l'Union africaine, Édition finale, avril 2015.

DAKOUO, Ambroise, 2015, « La conquête du pouvoir au Mali par les jeunes au lendemain du coup d'État du 22 mars 2012 », in T. Sissoko (dir.), *La jeunesse malienne : entre autonomie, mobilisation et exclusion*, Paris, L'Harmattan, pp. 83-119.

FIZE, Michel, 2007, *Le livre noir de la jeunesse*, Paris, Éditions Presses Renaissance.

HOLDER, Gilles, 2013, « La jeunesse face à la crise : de quelle jeunesse s'agit-il et pour quelle société ? », Conférence introductive au colloque international de l'UNESCO, *La jeunesse malienne : entre autonomie, mobilisation... Quel rôle pour la jeunesse ? Quelle place dans la société ?*, Paris, Centre UNESCO, 12-13 juin.

MARIE, Alain (dir.), 1997, *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala.

MESPLE-SOMPS, Sandrine et NILSSON, Björn, 2020, « Les migrations internationales des Maliens », *Revue Région et Développement*, n°51, pp. 133-143.

MESPLE-SOMPS, Sandrine et NILSSON, Björn, 2021, « Role models and migration intentions », DT/2020-13, LEDa, DIAL, IRD-Dauphine PSL, 58 p.

OIM, 2020, « Faire de la jeunesse un acteur incontournable du développement du Mali », Office International des Migrations, Communiqué local du 11 septembre 2020

OLUKOSHI, Adebayo, OUEDRAOGO, Jean Bernard et SALL, Ebrahima, 2010, *Afrique. Réaffirmation de notre engagement*, Dakar, CODESRIA.

PERRINEAU, Pascal, 1994, *L'engagement politique : déclin ou mutation*, Paris, Les Presses de Sciences Po.

RILLON, Ophélie, 2010, « Corps rebelles : la mode des jeunes urbains dans les années 1960-1970 au Mali », *Genèse*, vol. 4, n°81, pp. 64-83.

SISSOKO, Tiéféng (dir.), 2015, *La jeunesse malienne : entre autonomie, mobilisation et exclusion*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Études africaines », Série Sociologie.

SOMIN, Lliya, 2014, « Foot voting, federalism, and political freedom », in J. E. Fleming et J. T. Levy (eds.), *Federalism and Subsidiarity. Nomos LV*, New York University Press, pp. 83-119.

—

STRUCTURE ORGANISATRICE



*

COMITE D'ORGANISATION

Fatoumata COULIBALY (FHG/USSGB-MACOTER)

Moriké DEMBELE (FSHSE/ULSHB-MACOTER)

Gilles HOLDER (IMAF/CNRS-MACOTER)

Youssef KARAMBE (INJS-MACOTER)

Fatoumata KEITA (FLSL/ULSHB-MACOTER)

Hassamyow SOW (Chargé de projet, MACOTER)

*

PARTENARIAT SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET FINANCIER

Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako

Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako

Institut de Recherche pour le Développement

*

PARTICIPANTS AU FORUM

1 Maître de cérémonie

6 Chercheurs (2 par Table ronde)

3 Modérateurs (1 par Table ronde)

5 Personnalités du monde politique malien

5 Personnalités de la société civile malienne

5 Personnalités du monde artistique et intellectuel malien

5 Personnalités du monde de la coopération étrangère

Public interactif (100 à 150 personnes)

PROGRAMME

08h30-09h00 : Accueil des participants

09h-09h30 – Introduction générale au Forum

Fatoumata COULIBALY, Codirectrice du LMI MaCoTer

« Jeunesse dans la transition, jeunesse en transition : prendre la rue, prendre la route, prendre les armes »

*

09h30-10h00 – Pause-café

10h00-12h00 – Table ronde I

Prendre la rue, un acte politique pour une jeunesse assignée hors de l'espace public ?

10h00-10h20 – Youssouf KARAMBE, Anthropologue : *« Une jeunesse malienne politiquement exacerbée : la prise de la rue pour en découdre »*

10h20-10h40 – Lahamis AG OYAIT, Sociologue : *« De la place des Martyrs à la place de l'Indépendance : le conflit armé comme espace d'émancipation politique de la jeunesse à Gao »*

Modérateur : Idrissa Soïba TRAORE

12h00-13h00 – Déjeuner

13h00-15h00 – Table ronde II

Prendre la route : entre rêve d'ailleurs et traumatisme du départ, migrer pour soi ou à cause des autres ?

13h00-13h20 – Kadiatou COULIBALY, Géographe : *« Quitter le pays pour quoi faire ? Des projets de vie à la finalité détournée »*

13h20-13h40 – Fodié TANDJIGORA, Sociologue : *« L'imaginaire de la migration des jeunes Maliens à l'épreuve des politiques migratoires »*

Modérateur : Bréma Ely DICKO

15h00-15h30 – Pause-café

15h30-17h30 – Table ronde III

Prendre les armes : lorsque la rue est barrée et la route impraticable, la violence constitue-t-elle un moyen d'émancipation ?

15h30-15h50 – Ibrahima POUDIOUGOU, Anthropologue : *« La Kalachnikov, un outil d'émancipation des subalternes au centre du Mali ? »*

15h50-16h10 – Alhassane GAOUKOYE, Sciences de l'éducation : *« Entre acte de rébellion, engagement politique et mercenariat, que nous disent les récits des jeunes en armes ? »*

Modérateur : Ousmane Oumarou SIDIBE

INVITES DISCUTANTS AUX TABLES RONDES

- **Moussa AG ACHARATOUMANE**, Secrétaire général du MSA, Membre du CNT
- **Fatima AL ANSAR**, Directrice de Tilwalte Peace Mali
- **Mamadou Sansi BAH**, Président du Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali
- **Mahamadou CISSE**, Coordinateur du Programme de Mobilisation des Compétences de la Diaspora pour l'Emploi au Mali
- **Habib DAKOUO**, Président du Conseil National de la Jeunesse (CNJ Mali)
- **Cheick Oumar DIALLO**, Président du Mouvement Nouvel Horizon – Faso Jo Sira
- **Lalla DIALLO**, MIPAS, Ambassadrice du Réseau de Réflexions Stratégiques sur la Sécurité au Sahel (2r3s)
- **Bréma Ely DICKO**, Ancien Conseiller spécial auprès du Premier ministre de la transition
- **Ismâïla DOUKOURE**, alias **Master Soumy**, Artiste, Auteur-compositeur et Chanteur
- **Mohamed Chérif HAÏDARA**, Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne
- **Mohamed Attaher HALIDOU**, Directeur de l'information à Joliba TV
- **Moussa MARA**, Ancien Premier ministre, Président d'honneur du parti YELEMA
- **Assétou Founé SAMAKE Migan**, Ancienne ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique
- **Dalahadou ONGOÏBA**, Ingénieur agronome, Médiateur culturel (commune de Moundoro)
- **Aliou Ifra N'DIAYE**, Réalisateur, Opérateur culturel et Cofondateur du BlonBa
- **Nouhoum SARR**, Président du Front Africain pour le Développement, Membre du CNT
- **Ousmane Oumarou SIDIBE**, Ancien ministre du Travail, ancien Président de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation
- **Ousmane SY**, Ancien ministre de l'Administration territoriale, Directeur du CEPIA
- **Mohamed Salia TOURE**, Ancien ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Mali
- **Tariba TRAORE**, Présidente du Conseil des Clubs d'Anglais du Mali